

Service Prévention des Risques
12 cours Louis Lumières
CS 70027 – Cedex
94307 VINCENNES

VINCENNES, le 04/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ENERGIE DU GATINAIS 2

140 avenue des champs elysees
75008 Paris

Références : HELIOS_59411
Code AIOT : 0006522036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement ENERGIE DU GATINAIS 2 implanté RD403 77890 Beaumont-du-Gâtinais. L'inspection a été annoncée le 24/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première visite d'inspection du parc depuis sa mise en service le 1er avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIE DU GATINAIS 2
- RD403 77890 Beaumont-du-Gâtinais
- Code AIOT : 0006522036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien comprend 5 aérogénérateurs et 2 postes de livraison.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- mesures complémentaires liées à la préservation des enjeux environnementaux et sanitaires,
- risques accidentels
- risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Mise à disposition des documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-I	/	Lettre de suite préfectorale	
11	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	
13	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	
16	Bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	
18	Création d'une parcelle favorable à la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	
19	Suivi spécifique	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	
33	Systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
34	Systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	/	Lettre de suite préfectorale	
35	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
36	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	
37	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	
44	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28-II	/	Lettre de suite préfectorale	
45	Bridage acoustique	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.5	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2-I	/	Sans objet
3	Mise à disposition des documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II	/	Sans objet
4	Implantation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 3.I	/	Sans objet
5	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
6	Conformité à la norme	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	/	Sans objet
8	Conformité à la norme	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	/	Sans objet
9	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
14	Procédure si mortalité	Code de l'environnement du 10/08/2016, article L.411-1	/	Sans objet
17	Éclairage nocturne du parc	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.2	/	Sans objet
20	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
21	Prescriptions à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
22	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
23	Exercices d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
24	Registre exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
25	Propreté aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
26	Essai avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
27	Essai avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
28	Installations électriques intérieures	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
29	Contrôle brides aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/	Sans objet
30	Contrôle brides aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
31	Contrôle des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	/	Sans objet
32	Systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	/	Sans objet
38	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
39	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
40	Mise en œuvre des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
41	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
42	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet
43	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28-I	/	Sans objet
46	Rénovation chemin	Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a formulé 15 observations. Elle propose au Préfet de département une lettre de suite demandant à l'exploitant d'y répondre et de transmettre les justificatifs nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2-I
Thème(s) : Situation administrative, déclaration OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste (s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : La saisie OREOL est finalisée et les données sont publiées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise à disposition des documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-I
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.
Constats : Tous les documents ne sont pas rédigés en français. Les dispositions de l'article 2.3-I de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié sont à respecter.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Mise à disposition des documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : <ul style="list-style-type: none">- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;- les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures.
Constats : La version définitive du rapport de suivi environnemental 2022 a été transmise plus de 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain. Le rapport acoustique a été transmis le 15 mai 2023, soit plus de 3 mois après la fin de la campagne. L'inspection rappelle que les documents sont à transmettre dans les délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 3.I
Thème(s) : Autre, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la distance minimale d'éloignement imposée par les articles L.515-44 et le cas échéant L.515-47 du code de l'environnement, l'installation est implantée à une distance minimale de 300 mètres : <ul style="list-style-type: none">- d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ;- d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement.
Constats : Les distances d'éloignement, notamment celle avec les habitations, sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les chemins d'accès aux aérogénérateurs sont carrossables et permettent l'intervention des services de secours. Ils sont entretenus et en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conformité à la norme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Autre, Conformité à la norme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou «, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de » toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant « la mise en service industrielle de l'installation ». En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation « a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation ».
Constats : Le certificat No. IECRE.WE.TC.19.0057-R1 justifie la conformité à la norme IEC 61400. La conformité à la norme est attestée par VESTAS en date du 14/09/2021. Le contrôle technique de chaque aérogénérateur est justifié par les rapports de « contre-visite » de mise en service, établis par la société COVERWIND en février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conformité à la norme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Autre, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques « d'incendie et d'explosion d'origine électrique ». Pour satisfaire au 1er alinéa : <ul style="list-style-type: none">- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;- « pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes » NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, « ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet » permet de répondre à cette exigence. « Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »
Constats : Des certificats de conformité aux prescription des normes NFC 13-100 et NFC 13-200, établis par OMEXOM le 05/03/2021 pour les deux postes de livraison sont présentés ainsi que le rapport final sur la mise en œuvre de canalisations électriques enterrées, établi par Bureau Veritas le 28/04/2021 qui précise que la mise en œuvre des câbles respecte les prescriptions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté du 25/02/2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Autre, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L.6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R.243-1 et R.244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : L'exploitant justifie la conformité aux dispositions relatives au balisage par des certificat de conformité de matériel de balisage aéronautique n°2018-089/OBS, n°2018-090/OBS et n°2018-091/OBS délivrés par le STAC le 20/12/2018. En novembre 2022, il a informé les services de l'aviation civile d'une panne en transmettant le formulaire de déclaration de panne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.
Constats : Le suivi environnemental a été réalisé entre le 20 mai 2022 et le 25 octobre 2022, par la société CALIDRIS, soit dans l'année qui a suivi la mise en service du parc. Ce suivi dénombre 14 cadavres d'oiseaux et 4 de chiroptères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : Le rapport conclut que la mortalité est relativement forte et que le bridage n'est pas adapté. Pour l'éloignement des rapaces, il propose la pose de girouettes sur les rambardes des escaliers de chaque aérogénérateur. Pour les chiroptères, il propose un bridage des éoliennes, du 1er juin au 31 octobre, selon des paramètres définis. Le suivi environnemental a été réalisé sur la base de mauvais paramètres de bridage, sans qu'ils ne soient précisés dans le rapport. Le suivi environnemental est à renouveler à partir du 15 mars 2024 pour vérifier l'efficacité des mesures et pour caractériser l'activité en hauteur des chiroptères, tel que demandé à l'article II.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23/09/2019. Le suivi environnemental doit être conforme au protocole de suivi environnemental, version 2018. Les mesures d'éloignement des rapaces sont à mettre en œuvre sous 3 mois et sont à justifier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Le protocole de suivi environnemental, version 2018 n'est pas appliqué. 19 prospections ont été menées alors que le protocole prévoit au minimum 20 prospections. Le protocole de suivi environnemental, version 2018 est à prendre en compte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 13 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Au 15 juin 2023, l'exploitant indique que le dépôt par le bureau d'études est en cours. La transmission des données est à justifier sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Procédure si mortalité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/08/2016, article L.411-1
Thème(s) : Autre, Protection biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] est interdite : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;
Constats : Pour justifier de la mise en place d'une procédure en cas de découverte de cadavre d'espèce protégée, l'exploitant présente la fiche de notification de déclaration d'incident faune volante établie par la FEE – version de juillet 2022. L'inspection invite l'exploitant à décliner cette fiche pour le parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.1
Thème(s) : Autre, Préservation enjeux environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de ne pas porter atteinte aux espèces de chiroptères présentes sur site et à proximité, les aérogénérateurs du parc sont stoppés du 1er juin au 30 octobre lorsque l'ensemble des paramètres suivants sont remplis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ●Température extérieure supérieure à 13°C; ●Absence de pluie et de brouillard ; ●Pour les vitesses de vent suivantes : <ul style="list-style-type: none"> -En juin, pour des vitesses de vent inférieur ou égal à 7 m/s ; -En juillet, pour des vitesses de vent inférieur ou égal à 5 m/s ; -En août, pour des vitesses de vent inférieur ou égal à 5m/s ; -En septembre, pour des vitesses de vent inférieur ou égal à 5m/s ; -En octobre, pour des vitesses de vent inférieur ou égal à 5m/s. ●Sur les plages horaires suivantes : <ul style="list-style-type: none"> -En juin entre 30 minutes avant le coucher du soleil et 2H du matin ; -En juillet entre 30 minutes avant le coucher du soleil et 1H du matin ; -En août entre 30 minutes avant le coucher du soleil et 1H du matin ; -En septembre 30 minutes avant entre le coucher du soleil et minuit ; -En octobre entre 30 minutes avant le coucher du soleil et 23H.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect des conditions de bridage chiroptères. Il indique qu'une erreur d'implémentation du bridage par le turbinier est à l'origine de la mortalité observée sur le parc. Une enquête interne est en cours sur l'origine de cette erreur. Il confirme la mise en place du bridage.</p> <p>Les paramètres de bridage à mettre en place immédiatement sont, pour les 5 aérogénérateurs du parc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 01 juin au 31 octobre ; - température extérieure supérieure à 13°C ; - en l'absence de pluie ; - pour une vitesse de vent inférieure à 5 m/s ; - entre 30 minutes avant le coucher du soleil et les 5 premières heures de la nuit. <p>La mise en place effective du bridage est à justifier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 16 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.1
Thème(s) : Autre, Préservation enjeux environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats du suivi de l'activité en altitude réalisé au cours de la première année d'exploitation prévu, par l'article II.5.2, sont interprétés pour proposer, le cas échéant, un bridage permanent sur la période du 15 mars au 31 mai.
Constats : Le suivi en hauteur de l'activité chiroptérologique s'est déroulé du 3 juin à fin novembre. Il ne couvre pas la période demandé dans l'arrêté préfectoral pour justifier la nécessité d'un bridage permanent. Une caractérisation de l'activité chiroptérologique en hauteur, à partir du 15 mars, doit être incluse au suivi environnemental de 2024 (voir point de contrôle n°11).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 17 : Éclairage nocturne du parc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.2
Thème(s) : Autre, Préservation enjeux environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de ne pas attirer les chiroptères à proximité du parc et ainsi prévenir du risque de collision ou de barotraumatisme, aucun éclairage nocturne ne sera installé sur le site.
Constats : L'inspection a constaté l'absence de dispositif d'éclairage au dessus des portes d'accès au mat des éoliennes E2 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Création d'une parcelle favorable à la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.3
Thème(s) : Autre, Préservation enjeux environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un espace agricole d'une superficie supérieure ou égale à 5 hectares est mis en jachère, par un arrêt de l'exploitation agricole de la parcelle. Le choix de l'emplacement de cet espace est porté à la connaissance du préfet avant la mise en service des aérogénérateurs. En tout état de cause, cet espace est distant d'au moins 200 mètres de tout aérogénérateur, exploité ou non par la SAS ENERGIE DU GÂTINAIS 2. L'arrêt de l'exploitation des parcelles visées ci-dessus doit être effectif avant la mise en service des aérogénérateurs et jusqu'à la cessation d'activité de l'installation. La végétation sera laissée à son libre développement et aucun entretien mécanique ou chimique ne sera effectué en dehors d'une fauche annuelle qui aura lieu en entre août et septembre et de l'entretien d'une partie de la jachère offrant des conditions favorables à la nidification de l'œdicnème criard. Aucun ensemencement ne sera effectué. La matière issue de la fauche sera exportée de la parcelle.
Constats : L'exploitant a justifié la mise en jachère d'une parcelle agricole par la convention relative à la mise en place de mesure d'accompagnement pour le projet de parc éolien Énergie du Gâtinais 2, signée le 22/09/2020. Un plan localise la parcelle. Un cahier des charges permet de réglementer les obligations de l'exploitant. La mise en œuvre du cahier des charges d'entretien de la parcelle est à justifier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 19 : Suivi spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.5.2
Thème(s) : Autre, Auto-surveillance complémentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation des suivis environnementaux prévus par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, un suivi de l'activité avifaunistique et chiroptérologique est réalisé sur les parcelles visées par l'article II.4.3 du présent arrêté.
Constats : Le suivi avifaune et chiroptère sur la parcelle mise en jachère n'est pas encore réalisé. L'inspection donne son accord pour la réalisation de ce suivi par l'association Pie Verte Bio 77. Le suivi avifaune et chiroptère sur la parcelle mise en jachère est à transmettre dès réception du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 20 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection confirme que les aérogénérateurs E2 et E3 ainsi que le poste de livraison situé sur la plateforme de E3 sont fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Prescriptions à observer par les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">-les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;-l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;-la mise en garde face aux risques d'électrocution ;-la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'inspection a procédé à un contrôle visuel de l'aérogénérateur E2 et du poste de livraison. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées et elles comportent les mentions obligatoires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.
Constats : L'exploitant a mis en place un outil de suivi des formations et habilitations du personnel AKUO ENERGY. Il présente l'attestation du turbinier en date du 02/05/2023 justifiant des formations de son personnel intervenant pour la maintenance sur les parcs éoliens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
Constats : L'exploitant met à disposition le document de gestion des risques accidentels sur les parcs éoliens, établi par le service HSE de la société AKUO ENERGY. Ce document comprend les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, les procédures d'alertes et d'informations à transmettre aux services de secours, les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles et des consignes particulières dans certaines situations. Le support de formation dédié à la gestion des risques accidentels sur les parcs éoliens est également présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Registre exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : D'après le registre des exercices d'entraînement, le parc Energie du Gâtinais 2 a fait l'objet d'un exercice de secours à personne en nacelle, en présence du SDIS le 25/05/2022. Le registre contient l'analyse de retour d'expérience et les mesures correctives mises en place. Le rapport d'exercices d'urgence n'est pas présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Propreté aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'aérogénérateur E3 a fait l'objet d'un contrôle visuel. L'intérieur est maintenu propre et il n'y a pas d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Essai avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports d'essais de chaque aérogénérateur (procédures de démarrage VESTAS pour chaque aérogénérateur – vérifications faites en juin 2021). Les essais ont été réalisés avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. Le bon fonctionnement d'un arrêt, d'un arrêt d'urgence et d'un arrêt depuis un régime de survitesse est justifié (documents VESTAS intitulé check ICPE electrical).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Essai avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant présente les registres d'essai et de maintenance de chaque aérogénérateur (document Service Inspection Form de VESTAS). La périodicité des vérifications est respectée (septembre 2022 pour une réception au 29/11/2021). L'inspection note que la maintenance s'étale sur 3 mois. La liste des équipements vérifiés paraît conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Installations électriques intérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les installations électriques intérieures ont fait l'objet d'un contrôle réalisé par la société SOCOTEC. Aucune observation n'est consignée dans le rapport. L'inspection remarque que les rapports pour les aérogénérateurs E1 et E4 sont établis le 03/08/2022 alors que la mission a été réalisée du 28/06 au 28/08/2022 pour E1 et du 20/06 au 20/08/2022 pour E4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Contrôle brides aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mâât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mâât de chaque aérogénérateur.
Constats : L'exploitant présente en inspection les rapports d'intervention de serrage réalisés par la société COVERWIND en juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Contrôle brides aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Pour chaque aérogénérateur, les brides de fixations, les brides de mâât, les fixations des pales sont contrôlées. Le mat de chaque aérogénérateur a fait l'objet d'un contrôle visuel. Les rapports de contrôle des brides établis par VESTAS sont présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Contrôle des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Les pales ont fait l'objet d'un contrôle visuel interne (rapports AERONES d'août 2022) et d'un contrôle visuel externe (rapports VESTAS de mars 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
Constats : L'exploitant a présenté une liste des systèmes instrumentés de sécurité de son installation. Les fonctionnalités de chaque système sont décrites. La liste des codes erreurs relatifs au contrôle continu des SIS est également présentée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle (documents VESTAS check ICPE electrical) pour chaque aérogénérateur. Les contrôles mentionnés portent sur le bon fonctionnement de l'onduleur, le fonctionnement du système d'orientation des pales et le bon fonctionnement des détecteurs de fumée. Le contrôle des systèmes de détection de survitesse, de vitesse de vents hors limite, de détection des oscillation de tour et de déduction de givre sur les pales ne figurent pas dans les rapports. Les rapports de contrôle des SIS manquants sont à transmettre sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 34 : Systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Le registre de maintenance n'a pas été présenté. Les rapports de contrôle des SIS sont à verser au registre de maintenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 35 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.
Constats : Le manuel d'entretien de l'installation n'a pas été présenté. La rédaction du manuel d'entretien est à justifier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 36 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre de maintenance n'a pas été présenté. La création du registre de maintenance, qui doit comprendre les opérations de maintenance ou d'entretien, leur nature, les défaillances constatées et les opérations correctives engagées est à justifier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 37 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : La gestion des déchets est confiée à un sous-traitant de VESTAS. Ce dernier met à disposition un conteneur, fermé par une chaîne et un cadenas, pour entreposer les déchets générés lors des opérations de maintenance. Le conteneur est compartimenté pour séparer les déchets. Les bacs de récupération des déchets dangereux sont placés sur rétention. Suite à une mauvaise gestion du sous-traitant, aucun bordereau de suivi de déchet ne peut être présenté pour les opérations de maintenance réalisées en 2022. La bonne gestion des déchets pour les opérations de maintenance à venir est à justifier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 38 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence de traces de brûlage au droit des aérogénérateurs E2 et E3, ni au poste de livraison de sur la plateforme de E2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 39 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Le document AKUO_gestion des risques accidentels est présenté par l'exploitant. Il comprend les procédures d'arrêt et d'alerte et liste les différentes consignes à observer en cas d'évènement particulier. L'ensemble des situations visées par la réglementation est traité dans les consignes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 40 : Mise en œuvre des procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : « - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; « - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : L'exploitant informe l'inspection qu'un contrat est passé avec un exploitant agricole, riverain du parc, pour signaler toute anomalie et faire les levées de doute en cas de déclenchement d'alarme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 41 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Pour des raisons d'organisation, l'inspection n'est pas montée en nacelle. Elle a constaté la présence d'un extincteur au pied du mat de l'aérogénérateur E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 42 : Détection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : Les aérogénérateurs sont équipés d'un système de déduction de glace par calcul, selon la température extérieure relevée. Si le système conclut à la présence de glace, les aérogénérateurs sont mis à l'arrêt à distance. Le redémarrage est conditionné à une inspection visuelle par un opérateur ou le redémarrage est automatique après détection du dégel (document AKUO sur la gestion des risques accidentels sur les parcs éoliens).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 43 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28-I
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'étude acoustique N°R33221139A-WT établi par la société DELHOM Acoustique en novembre 2022. Le rapport conclut à la conformité des résultats. Aucun dépassement des seuils n'est observé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 44 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28-II
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Bien que le rapport acoustique cite le protocole de mars 2022, il ne comprend pas les 4 parties indiquées dans le protocole. Le rapport a été transmis au ministère pour analyse. L'exploitant doit justifier la bonne prise en compte du protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 45 : Bridage acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de respecter les dispositions prévues par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, un plan de bridage des aérogénérateurs du parc est mis en place dans les conditions prévues par l'annexe 1 du présent arrêté. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les enregistrements justifiant la mise en œuvre de ce plan de bridage.
Constats : Les birthcertificate des aérogénérateurs E4 et E5 établis en août 2021 ne mentionne pas de paramètres de bridage acoustique. Le tableau de configuration de la machine E5, transmis dans le cadre de la rédaction du présent rapport, ne démontre pas la mise en place du bridage pour les modes prévus par l'arrêté préfectoral. Une justification par un document compréhensible de la mise en place du bridage acoustique sur les aérogénérateurs concernés est attendue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 46 : Rénovation chemin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2019, article II.4.6
Thème(s) : Autre, Préservation enjeux environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de compenser la perte de fonctionnalité agricole induite par la création des plate-formes accueillant les aérogénérateurs et les postes de livraison et par la mise en jachère de parcelles agricoles prévues par l'article II.4.3 du présent arrêté, l'exploitant rénove le chemin localisé à proximité du cimetière de Beaumont-du-Gâtinais. La rénovation est dimensionnée de telle sorte que les engins agricoles puissent l'emprunter.
Constats : L'exploitant a présenté la facture de juin 2021 relative au renforcement du chemin du cimetière comprenant une couche de roulement en revêtement tricouche. Il porte également à la connaissance de l'inspection le procès verbal de réception des travaux de création d'une piste partagée entre piétons et vélos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet